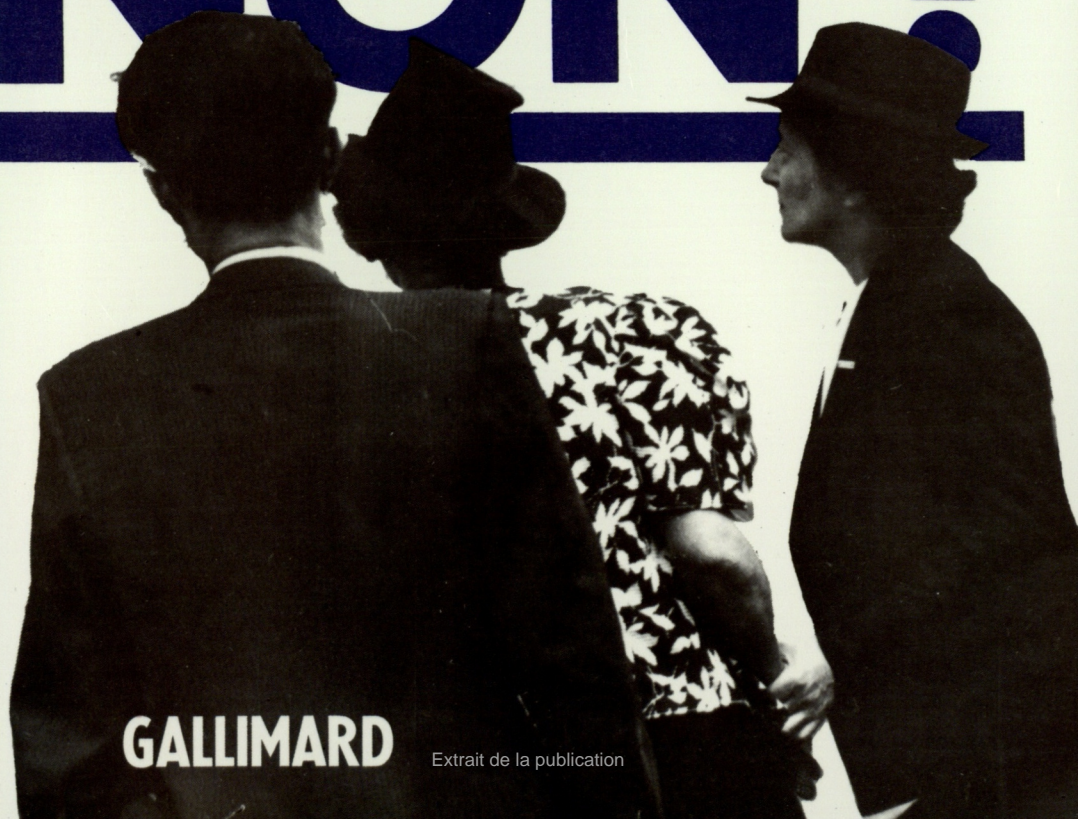


JEAN-LOUIS CRÉMIEUX-BRILHAC

LES FRANÇAIS DE L'AN 40 I

**LA GUERRE
OUI OU
NON ?**



GALLIMARD

Extrait de la publication

© Gallimard, 1990.

REMERCIEMENTS

Je pense, au seuil de ce livre, à Henri Michel, qui, le premier, m'a encouragé à l'entreprendre.

Ma gratitude va à tous ceux et celles qui ont bien voulu m'apporter leur témoignage ou m'ouvrir leurs archives, et notamment MM. Paul Berliet, Maurice Bardèche ; Mme Hyacinthe Chobaut ; M. le général de Cossé-Brissac ; MM. Raymond Dalidet, Jean Daridan, Frédéric-Dupont, Yves Durand ; Mme Mounette Dutilleul ; MM. Roger Genébrier, Jacques Girault, Pierre Hervé, Georges Lefranc, François Lehideux, Michel de Lombarès ; M. et Mme Jacques Lucius, le colonel Marquant, le général Merglen, MM. Jean Mistler, Léon Noël, Fernand Picard ; le général Poidenot ; MM. Pierre Pujo, Pierre Racine, Philippe Serre, Stéphane Thouvenot, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Henri Ziegler. Je leur associe tous ceux de nos camarades de guerre dont j'ai pu recueillir les souvenirs. Que ceux que je ne mentionne pas ici veuillent bien me le pardonner.

Je suis reconnaissant à M. Jean Favier, directeur général des Archives de France, à M. Cézard, à Mmes Bonazzi et d'Huart qui m'ont facilité l'accès aux sources de documents non publiés et m'ont guidé parmi des fonds documentaires parfois non encore classés ; à Serge Hurtig, qui m'a ouvert les ressources de la Fondation nationale des sciences politiques, à Colette Dumaine, conservateur en chef de la bibliothèque de la Documentation française et à ses collaborateurs ; à l'équipe de la BDIC et à son directeur Joseph Hue ; à Jean Astruc, bibliothécaire de l'IHTP : sans leur bienveillance — dirai-je pour certains leur connivence — le chercheur isolé que je suis n'aurait pas pu mener ce travail à bien.

Pierre Nora m'a apporté sa confiance et ses conseils. Jean-Pierre Azéma, Jean-François Bécarud, Raoul Girardet, Sylvie Goldschmidt, Gilbert Hatry, Odette Hardy-Hémery, Olivier Kourchid, Jean Stoetzel, Jean-Pierre Thomas m'ont fait profiter de leur expérience ou m'ont facilité la tâche, à un stade ou à un autre ; je dois à Hélène Riffaut et au colonel Dutailly d'avoir pu réaliser une enquête parmi les instituteurs anciens combattants ; Ghislaine Achalid-Boudoux a exploré pour moi les archives de Lewarde : qu'ils en soient remerciés.

Je suis particulièrement reconnaissant à ceux qui ont bien voulu relire les différents chapitres de cet ouvrage : Jean-Pierre Azéma, Stéphane Courtois, le général Jean Delmas, le colonel Henry Dutailly, Jacqueline Eichart, le président Daniel Mayer, Jean Peyrade, Pierre Racine et ma femme : leurs avis m'ont été précieux.

Je remercie Jacqueline Eichart de m'avoir fait bénéficier de sa grande expérience en acceptant d'en prendre en charge l'iconographie ; Louis Évrard, qui, aux Éditions Gallimard, a présidé à la mise au point de l'ouvrage et Isabelle Châtelet qui, avec une compétence et une patience exemplaires, a assuré la préparation du manuscrit.

Je ne saurais assez dire enfin ma gratitude envers la fidèle Alice Triviaux qui a eu à déchiffrer et à retranscrire les moutures successives de mon texte.

ABRÉVIATIONS

AN	Archives nationales (de France)
AD	Archives départementales
ARAS	Archives de l'Assemblée nationale
ARSENAT	Archives du Sénat
APP	Archives de la Préfecture de police
ARRENAULT	Archives de la régie Renault
BN/Man.	Bibliothèque nationale, département des manuscrits
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BMO	<i>Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris</i>
CDI	Centre départemental d'information
CEP	Commission d'enquête parlementaire sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (commission Serre)
CERI	Centre d'étude des relations internationales
CRHMSS	Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, université Paris-I
DDF	Documents diplomatiques français
DFA	Direction des fabrications d'armement
FAMB	Fondation de l'automobile Marius Berliet
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques
IHTP	Institut d'histoire du temps présent
JOD	<i>Journal officiel. Débats</i>
PRO	Public Record Office, Londres
RHDGM	<i>Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale</i>
SHAA	Service historique de l'armée de l'air
SHAM	Service historique de la marine
SHAT	Service historique de l'armée de terre

L'histoire moderne n'a enregistré que peu d'événements aussi catastrophiques que la défaite et la capitulation de la République française en 1940.

Depuis la campagne éclair de Napoléon contre la Prusse, en 1806, jamais une grande puissance militaire n'avait été frappée aussi brutalement et aussi inexorablement par le destin.

En moins de six semaines, l'une des principales puissances du monde disparut de la scène internationale.

William L. LANGER.

INTRODUCTION

À un ami qui me demandait pourquoi ce livre et pourquoi j'avais consacré des années à neuf mois de notre histoire, je n'ai su que répondre, si ce n'est que j'avais mal supporté et mal compris notre défaite de 1940. Si je devais donner un repère d'origine à cette recherche, il pourrait bien être dans l'accueil qu'un lieutenant de réserve ancien, décoré de 14-18, fit en janvier 1940, dans un cantonnement d'Ille-et-Vilaine, au jeune aspirant que j'étais. Après m'avoir présenté la section que j'allais commander et me trouvant zélé : « Rappelez-vous, jeune homme, dit-il, les deux commandements de l'armée : ne fais jamais toi-même ce que tu peux faire faire par un autre ; ne fais jamais le jour même ce que tu peux faire le lendemain. » Comment comprendre ensuite que ces ruraux bretons qui m'étaient confiés aient été si incertains des raisons de la guerre tout en doutant si peu de sa nécessité, qu'ils aient trouvé si insupportable d'avoir à marcher vingt kilomètres, mais aient été aussi prêts à se faire tuer quand il le fallut, alors que le chef de bataillon disparaissait ? Comment comprendre l'absence de chars qui pourtant existaient ? Comment comprendre les dessous de l'affaire de Finlande ? Comment comprendre que les Français de 1918 aient été vingt ans plus tard ce « peuple de la défaite » ?

Quand, l'âge venu, j'ai eu le loisir de chercher à comprendre, j'ai trouvé que cette « drôle de guerre », si mal nommée, était un domaine presque ignoré, pire même : délaissé. Comme si les historiens, rebutés par cette zone d'ombre, se contentaient de la leçon indiscutable et rassurante que de Gaulle nous a le premier enseignée, à savoir que la défaite de 1940 était le produit d'une série accablante d'erreurs de l'État-Major.

La Résistance et la Libération fascinent et peuvent exalter, mais des chemins qui menèrent à la défaite subsistent tout au plus dans la mémoire collective les images ultimes de l'exode et celle du maréchal Pétain derrière son micro. L'apport de l'histoire, hormis les livres très événementiels d'un pionnier tel qu'Henri Michel, et quelques monogra-

phies relatant un épisode, tient presque tout en trois rayons : la littérature polémique de la période de Vichy, qui condamne une guerre « follement engagée » et dénonce les responsabilités de la III^e République ; la littérature communiste, qui justifie la sécession du P.C.F. et impute la défaite de la France à la trahison des classes possédantes, et une historiographie militaire appliquée à démontrer que les combattants de 1940 n'ont pas démérité. Henri Amouroux a frayé une voie en éclairant d'une suite de flashes les comportements. Mais l'histoire globale de la période, brassant le politique, l'économique, le social et le militaire, avec les mouvements de l'opinion, retraçant les étapes, restituant l'imbrication des causes et le jeu des acteurs, montrant l'envers du décor, passant les faits au crible et corrigeant les vues toutes faites, il n'y en a pas. Ce livre est, je crois bien, le premier du genre.

Il est le résultat d'une poursuite patiente à la recherche de l'insaisissable *opinion publique*, d'une longue exploration derrière la façade parlementaire, de plongées dans les industries d'armement, de multiples prospections au niveau des combattants. Je suis parti sans savoir où j'arriverais, à la découverte des Français, ouvriers de Berliet ou de Renault, leaders politiques et grands patrons, généraux et paysans, lecteurs de *L'Action française* ou de *L'Humanité* clandestine, soldats de Sedan et de la bataille de la Somme.

J'ai tenté une nouvelle lecture de ce passé à travers l'étude des hommes, de leurs états d'esprit et de leurs comportements. Plus de six cents ouvrages, recueils, volumes de souvenirs et articles de revues compulsés, des monceaux d'archives explorées à Paris, dans quinze villes de province, à Londres, à Bonn, à Berne et à Stanford, des dizaines de témoignages recueillis. 1940, plus loin de nous que 1870 de 1914, fait partie d'un passé mental assez sensible pour que certains témoins biaisent encore la réalité des faits : les souvenirs du spectateur engagé que je fus m'ont facilité le décryptage. L'image du puzzle s'est composée peu à peu. Elle m'a parfois surpris. J'ai mis du temps à la déchiffrer tandis qu'elle se formait en surimpression à ma mémoire, comme sur ces feuilles de papier magique d'autrefois où le dessin se dégageait des filigranes du papier quand on les frottait avec un sou.

*

Dans cette guerre de trente ans du xx^e siècle, les événements de 1939-1940 sont inséparables de leur préhistoire ; aussi cet ouvrage comporte de nombreux retours en arrière : ils me dispenseront d'un tableau de la « décadence française » des années trente, pour laquelle je renvoie aux bons auteurs. Je rappellerai seulement avec quelle lucidité anxieuse nous avons vécu l'approche de la Deuxième Guerre mondiale. La France, victorieuse en 1918 au prix d'un effort inhumain et grâce au concours de tout le monde libre, se refusait à n'être que la première des puissances moyennes, à la proue d'une Europe qu'une Allemagne agressive

prétendait dominer. Elle répugnait cependant à admettre que la folie hitlérienne ne pût être stoppée autrement que par la force. Elle avait été incapable, presque jusqu'aux derniers jours, de résoudre les nouveaux problèmes d'adaptation de la société et de l'État, que ce fût en matière institutionnelle, diplomatique, économique ou sur le plan des relations sociales. Pauvre en enfants, partagée entre la conscience de ce qui avait fait sa grandeur et la conscience de ses faiblesses, moins durement atteinte que les pays voisins par la crise économique, mais sans avoir su la dominer, mal remise de la colossale saignée et de la tension excessive de la Grande Guerre et n'imaginant pas d'en revivre l'horreur (« Nous étions si fatigués », expliquera le président de la République Lebrun, qui l'était, il est vrai, plus que tout autre), elle était divisée en outre par le refus social d'une bourgeoisie crispée sur ses privilèges et par l'agitation d'une classe ouvrière crispée sur la défense des « quarante heures ». À Paris, Ville lumière, aux murs couleur de charbon, les salles de bain étaient un luxe et l'on s'étonnait que la génération précédente ait pu construire dix lignes de métro en quinze ans. Nous étions le pays refuge de la liberté, l'avant-garde de la démocratie, l'un des foyers les plus brillants de la création littéraire et artistique ; mais la conscience amère de la déchéance nationale et l'injustice sociale poussaient des minorités aux extrêmes : tel camarade s'inscrivait au P.C.F. parce qu'il ne voulait pas « avoir honte d'être français » ; tel autre, qui allait être le pionnier le plus original de l'étude des comportements sociaux, disait : « Moi, un Juif, je le sens ! »

Car si la masse des Français continuait de vivre selon les schémas mentaux traditionnels, la révolution bolchevique et la montée des fascismes avaient teinté la politique européenne d'une lueur nouvelle : lueur d'une aube ou d'un incendie. La naissance et les premiers succès de l'État soviétique, porte-drapeau de l'internationalisme prolétarien et champion de la lutte contre le capitalisme, avaient créé en Europe une situation sans précédent depuis les guerres de Religion. Le socialisme s'incarnait en un pays, Lénine et Staline succédaient, après trois siècles, à Calvin et Luther ; Moscou était devenue la Genève de l'évangile marxiste-léniniste. Face au communisme, l'Italie fasciste, puis l'Allemagne nazie avaient levé le drapeau de la contre-révolution, dissimulant aux yeux des aveugles les ambitions de leur nationalisme totalitaire et conquérant. De sorte qu'à la rivalité des nationalismes et des impérialismes héritée du XIX^e siècle, et que l'on avait crue dépassée, s'était superposé un antagonisme transnational passionné qui divisait l'Europe et obscurcissait, pour qui ne voulait pas voir, la réalité du péril hitlérien.

La France divisée avait assisté, jusqu'à la fin de 1938, sans réagir aux déchaînements de l'hitlérisme, dans un contexte de luttes politiques et de tensions sociales, de médiocre fonctionnement institutionnel et de stagnation économique, d'anxiété et de doute d'elle-même. Accepter ou refuser le risque de guerre pour arrêter l'entreprise de vassalisation des fascismes, puis faire ou ne pas faire la guerre, la question n'aura pas

cessé de se poser à la France (ou à une partie des Français) pendant près de dix ans, de 1935, date du pacte d'assistance franco-soviétique et de la guerre d'Éthiopie, à la Libération. Toutes les variations de la politique française à l'égard de l'Allemagne nazie : ses abandons de 1936-1938, sa passivité devant la remilitarisation de la Rhénanie et le sacrifice de la Tchécoslovaquie, son sursaut de 1939-1940, puis l'armistice de juin 1940, puis, jusqu'à 1944, le conflit entre le neutralisme prôné par le maréchal Pétain et la volonté de lutte à l'appel du général de Gaulle et de la Résistance, apparaissent, dans cette perspective, comme des alternances entre deux politiques opposées, une politique conservatoire d'abstention, qui prit de plus en plus la forme d'une politique de démission, et une politique dénoncée à l'époque par ses adversaires comme « belliciste », qui était la politique du courage et du respect du droit. La « drôle de guerre », premier coup d'arrêt infructueux au nazisme et phase initiale du conflit mondial, peut ainsi être interprétée, lorsqu'on la réduit au plan national, comme la phase militaire malheureuse d'un long débat franco-français sur le thème de « La guerre, oui ou non ? »

Or, non seulement ce débat n'a pas cessé pendant la « drôle de guerre », mais il en a dominé la vie politique sans que la masse de la nation et, moins encore, les combattants, le soupçonnet. C'est peu de dire, comme le rapportent les chroniqueurs, qu'il y eut tension entre les « durs » et les « mous », au sein des gouvernements et du Parlement de 1939-1940, et lutte d'influence pour une conduite plus ou moins énergique de la guerre, il a existé dès le premier jour au Parlement un parti de la paix appuyé sur des organes de presse puissants qui, sous des camouflages divers, n'a pas cessé de manœuvrer pour faire sortir la France de la guerre. Nous en savons assez pour préciser quels furent les acteurs (et les étapes) de ces « complots de la paix ». Leurs raisons, que l'on examinera, peuvent être ramenées à deux principales : l'horreur de la guerre et le sentiment des faiblesses et des limites de la France, d'où un défaitisme qui, chez beaucoup d'entre eux, s'inspirait moins du réalisme que de la passion partisane ; et, d'autre part, la crainte que la guerre ne débouche sur la révolution sociale et n'ouvre peut-être même l'Europe à la domination soviétique. Le calcul de certains de ces Machiavel était que la France aurait dû s'enfermer dans son pré carré et laisser le champ libre à Hitler à l'est, pour qu'il s'attaque à l'Union soviétique, thèse qui n'a pas cessé d'avoir des défenseurs discrets, mais tenaces. Comme à l'époque de Munich, quoique avec une intensité bien moindre, deux stratégies politiques mais aussi deux systèmes de pensée se sont opposés, au point que ce qui était vertu pour les partisans de la résistance au nazisme était crime inexpiable pour la minorité masquée des adversaires de la guerre.

À la contestation de la guerre venue de cette fraction du monde politique s'est ajoutée celle du parti communiste, qui s'aligna bientôt sur les mots d'ordre de la III^e Internationale et passa à l'opposition et à la lutte clandestine en dénonçant la « guerre impérialiste ». Comment a

réagi le reste de la nation ? On se représente mal l'effort sur soi-même qu'exigeait l'adhésion à la guerre pour une génération qui, pendant vingt ans, avait répété : « Plus jamais ça ! » L'opinion publique, choquée par les coups de force hitlériens, a suivi Daladier dans la politique de résistance à l'Allemagne nazie. Il est clair cependant que la guerre à laquelle la France et l'Angleterre se sont trouvées acculées s'est engagée dans des conditions matérielles et psychologiques incertaines. À la différence de 1914, le territoire n'était pas envahi. De l'avis du commandement, le rapport des forces imposait l'expectative jusqu'au printemps 1941 ; une attente si longue et si difficilement explicable risquait de démobiliser moralement la nation. Aussi Daladier est-il sans cesse à l'écoute de l'opinion ; le souci qu'il en a et, de même, le souci qu'il a de sa majorité à la Chambre commandent, dans une très large mesure, son action. La bataille parlementaire et la bataille pour l'opinion sont les deux combats dans lesquels il se sera usé, on verra dans quelles conditions et avec quels résultats. Le premier volet de cet ouvrage est ainsi consacré à la guerre politique et aux dessous de la guerre de propagande, d'une guerre de propagande à laquelle, pour la première fois dans l'histoire, l'ennemi aura participé directement par le moyen de la radio.

Le second volume traite du front des usines et du front des armées. L'arrière-plan de la bataille de la production était resté jusqu'ici inconnu ; il sera, je crois, une découverte pour beaucoup de lecteurs. Le redressement industriel accompli entre septembre 1939 et juin 1940, sous l'impulsion de Raoul Dautry, avec le concours de certains chefs d'industrie remarquables et au prix d'un énorme effort ouvrier, est une performance extraordinaire. L'entreprise a été engagée trop tard pour donner tous ses fruits, elle a été entravée par la routine militaire et administrative et par des réticences multiples, contestée par la propagande d'un parti communiste réduit à la clandestinité mais retranché dans les usines. Elle est cependant un superbe témoignage à l'actif d'un peuple qui, à en croire le ministre Anatole de Monzie, ne voulait pas de la guerre, d'une classe ouvrière décriée, d'une économie tenue pour rétrograde.

C'est en me plaçant au niveau des acteurs que j'ai cherché à comprendre.

C'est de même à la lumière des états d'esprit, des comportements et des « petits faits vrais » chers à Stendhal que je me suis risqué à retracer les péripéties de la campagne de 1940. On y trouvera non pas le récit détaillé des opérations militaires, mais, dans la mesure du possible, la guerre vécue, et l'on pourra juger, comme pour la production d'armements, où se situèrent les mérites et les erreurs, quelles furent, dans le désastre, la force des choses et la part des conduites humaines. On y retrouvera inévitablement le contexte politique. Assez de temps s'est écoulé pour que l'on puisse poser cette question essentielle : que penser du patriotisme et du civisme des Français de l'an 40 ? On s'étonnera

peut-être de découvrir que le sursaut national du début de juin 1940, venant après des mois d'effritement du moral, ne fut pas sans rapport, bien que tardif et inutile, avec le redressement du moral militaire du printemps 1918, qui succédait lui-même à des mois d'affaissement au cours desquels 75 % des Français, tant civils que militaires, souhaitaient une paix de compromis. Ni sur le plan politique, ni sur le plan industriel, ni sur le plan militaire, il ne paraît possible de s'en tenir à la seule explication de l'écroulement français par l'incapacité du commandement, ni à l'interprétation exclusivement manichéenne par la trahison de la classe bourgeoise, ni moins encore à la version antidémocratique de l'historiographie vichyste.

*

Une histoire de l'opinion publique, comprise comme l'étude des états d'esprit et des comportements, est une expédition sur des sables mouvants. J'ai dit les raisons de sentiment qui m'y ont poussé. J'y ajoute toutes les raisons de raison qu'a développées un autre explorateur, Pierre Laborie, auteur d'une thèse remarquée sur l'opinion publique dans le Lot de 1939 à 1944 : une étude d'opinion publique « représente un exemple concret et cohérent d'histoire globale », qui permet de cerner d'une manière très large « les interactions qui se manifestent à l'intérieur de la réalité de faits » ; elle conduit à une lecture à peu près cohérente d'une période par des approches dispersées ; c'est enfin un moyen de protection contre les dangers d'une simplification excessive en permettant de tordre le cou à une certaine « antihistoire » et de réviser des représentations hâtives qui relèvent de la mythologie.

Tentative hasardeuse ? Sans aucun doute. *L'opinion publique* n'est jamais unanime ; un témoignage isolé ne la représente pas. Comment savoir si les vues exprimées dans la presse la reflètent, si elles la déterminent ? Comment saisir une tendance majoritaire dans un groupe social et à quels signes repérer les zones d'extension des minorités ? Et quelle peut être l'influence d'une opinion qui est en grande partie passive ?

À ces incertitudes, déroutantes dans l'étude d'un département qui est un isolat, s'ajoutent les difficultés d'échelle d'une analyse étendue à la nation entière. Certes, les mécanismes d'observation de l'opinion mis en place par le gouvernement en temps de guerre fournissent un matériau exceptionnel, les extraits de correspondances et d'enregistrements téléphoniques relevés par les commissions de contrôle restituent le ton inimitable de l'époque : de sorte que tous les moyens d'une analyse dans des conditions proches de celles d'un laboratoire se trouveraient réunis si seulement les autorités françaises avaient eu l'esprit assez novateur pour recourir à la technique anglo-saxonne des sondages d'opinion. Avantage plus appréciable encore, l'observation des comportements est allée de pair en 1939-1940 avec l'observation des opinions dans deux des

ensembles sociaux qui étaient stratégiquement les plus importants : parmi les ouvriers de l'armement et parmi les militaires.

Pourtant cette masse d'informations collectées dans le but de la « conservation du moral » et de la sécurité publique laisse bien des inconnues : outre l'absence de données chiffrées, l'analyse des correspondances, en particulier, ne permet pas de corrélations claires entre les appartenances socioprofessionnelles et les attitudes politiques ; impossible ou presque de reconnaître les différences régionales de comportements ou d'éclairer ce qu'a été l' « effet génération », dont on devine à d'autres signes qu'il fut important aux armées. On y ajoutera les incertitudes liées à la psychologie individuelle et à la sincérité des correspondances et des témoignages, ainsi que la quasi-impossibilité (contre laquelle le 2^e Bureau a lui-même buté) de prévoir avec assurance les comportements à partir de l'état présumé du moral ou même des intentions exprimées : c'est seulement *a posteriori* que l'analyse peut essayer de relier les comportements aux états d'esprit antérieurs.

*

L'opinion publique de la France en guerre est articulée sur trois niveaux, celui des décideurs et responsables nationaux, celui des citoyens et des soldats, et celui de leurs interrelations où j'inclus le fonctionnement des media et de la propagande de guerre. On retrouvera ces trois niveaux dans le présent volume.

La société française de 1939-1940 est d'autre part une société compartimentée en grands ensembles humains relativement étanches : j'ai, de propos délibéré, privilégié l'étude des trois milieux d'importance stratégique : le monde politique (en y incluant les cercles concentriques du Parlement et de ce qu'on a appelé le « milieu politico-salonnard parisien ») ; la société industrielle (c'est-à-dire avant tout les industries de l'armement) ; enfin le monde des armées.

À chaque niveau et dans chaque milieu, ce sont les individus qui sont l'énigme. S'il est certain que la guerre uniformise les réactions, notamment en milieu ouvrier et en milieu militaire, s'il est manifeste aussi qu'elle favorise des phénomènes inhabituels de contagion psychologique, on en revient néanmoins toujours à l'action ou aux réactions des individus. C'est parmi eux qu'apparaissent les contrastes des conduites. Même la lutte de classes se ramène alors à des dilemmes particuliers. Beaucoup plus qu'en temps de paix, les phénomènes sociaux, désarticulés, apparaissent, selon l'expression du sociologue Raymond Boudon, comme « une juxtaposition d'actions individuelles plutôt que comme un effet concerté ». Le rôle des cadres civils et militaires, et notamment des relais de commandement ou d'exécution, est d'autant plus important.

Deux traits encore caractérisent cette psychologie d'une guerre acceptée mais non voulue : l'importance de ce que j'appelle le bagage mental et l'importance de l' « effet mensonge ».

La notion de *bagage mental*, à laquelle l'historien anglais Philip Bell et moi sommes attachés, est ici capitale. Le passé mental commande toujours notre présent, il le détermine plus que jamais dans une période où l'accélération de l'histoire a été si forte, où les repères sociaux de la mémoire s'appellent Munich, guerre d'Espagne, 1936, 6 février 1934, 1918, 1914, et pour la génération aînée 1870, où quantité de Français sont passés par des mutations successives de leurs jugements et de leurs sentiments politiques. Non seulement, chacun évoque à tout moment des situations anciennes et des stéréotypes familiers, surtout ceux de la Grande Guerre, mais il semble que dans beaucoup d'esprits l'imprévu des événements réactive des strates psychologiques et des attitudes mentales antérieures, dans une oscillation qui accroît encore la mobilité de l'opinion habituelle en temps de crise : d'où une grande instabilité des jugements et des humeurs. Un bon nombre de Français ont, devant la guerre, sinon deux vérités, une sincérité alternante.

Par « effet mensonge », j'entends à la fois les fantasmes et le recours au double langage. Illusions, affabulations, rumeurs, mythes du complot, de la cinquième colonne, de Ferdonnet, sont monnaie courante, plus que pendant la Grande Guerre ; sous le couvert du consentement très largement majoritaire à la guerre, ils témoignent de l'emprise des idéologies, des incertitudes de l'opinion et d'une peur diffuse. Non moins typique est la place du langage équivoque ou délibérément travesti. Gamelin et Georges Bonnet en ont pris à leur aise avec la vérité, Daladier s'est empêtré dans ses ruses et la propagande a recouru au bourrage de crâne, sans qu'aucune de ces déviations fût comparable aux tromperies qui étaient le quotidien de Hitler et de Goebbels, ou pût justifier la condamnation célèbre, par le maréchal Pétain, des « mensonges qui nous ont fait tant de mal ». Le mensonge n'est pas où on l'a prétendu : il est en premier lieu dans la perpétuelle ambiguïté d'hommes politiques et de dirigeants de presse qui semblent tenir les Français pour un peuple mineur, trop vulnérable pour affronter de plein fouet les exigences et les disciplines d'une guerre totale. Il est plus encore le fait des adversaires de la guerre qui dissimulent leur opposition ou leurs réticences sous le langage du superpatriotisme, voire du supernationalisme. Au niveau des citoyens et des soldats, les réticences et mécontentements, là où ils existent, s'expriment souvent sous forme codée par des attitudes symboliques, des actes manqués ou même des silences, ce qui est une façon de respecter le loyalisme national sans s'y plier complètement.

*

Rupture dans l'histoire de la nation française, le désastre de 1940 ? Oui, sans doute. Mais les états d'esprit qui l'ont précédé ou accompagné sont-ils eux-mêmes un phénomène aberrant dans la continuité française ? Ne sont-ils pas au contraire, dans leur ambiguïté, un chaînon

auquel se rattacheraient plus clairement qu'on ne le pensait l'avant et l'après ?

Il subsiste une énigme des Français de l'an 40. J'ai tenté d'en trouver les clefs. Qui étaient-ils ? Qu'ont-ils pensé et dit ? Comment se sont-ils conduits et pourquoi ? Comment ne pas les juger pathétiques, eux qui, ayant jugé avant les autres que le temps des guerres intra-européennes était révolu, se sont résignés à prendre les armes pour dire non au fou criminel du III^e Reich ? Faut-il admettre qu'ils n'auraient pas mérité d'être vainqueurs ?

1000
1000
1000
1000
1000
1000
1000
1000
1000
1000



PHOTO ETHEL

LES FRANÇAIS DE L'AN 40

LA GUERRE OUI OU NON?

1940 reste le grand traumatisme de la France contemporaine et son «refoulé» majeur. Il aura, somme toute, fallu cinquante ans pour que ce drame de la conscience nationale remonte à la surface de l'histoire et que revivent, par la plume d'un témoin et d'un acteur qui s'est fait historien, cet autre chagrin et cette autre pitié. Non pas seulement au niveau des engrenages de chancelleries, des secrets de cabinets ministériels, des combinaisons d'État-Major, mais à travers les passions et les désarrois des Françaises et des Français.

Nul n'était mieux placé que Jean-Louis Crémieux-Brilhac pour écrire cette vaste fresque en un style simple, savant et vivant. Mobilisé à vingt ans comme aspirant d'infanterie, secrétaire à Londres du Comité de propagande de la France libre, il appartient à la génération qui a vécu de plein fouet l'effon-

drement de la France. Collaborateur de Mendès France, longtemps directeur de la Documentation française et conseiller d'État, il n'a jamais cessé de s'interroger sur les raisons de cette «étrange défaite». Sur le tard, il a repris tous les dossiers, plongé dans les archives françaises et étrangères, profité des papiers inédits (Daladier, Flandin, Monzie, Dautry, Déat), traversé les rapports de police, correspondances, écoutes téléphoniques, pour répondre aux questions clés : la France était-elle, moralement et matériellement, prête à la guerre? Où et à quels niveaux se situent les responsabilités de la défaite?

Le premier volume brosse le tableau des mentalités de guerre sur fond des années trente, du Front populaire et de Munich : les divisions de l'opinion devant l'Allemagne nazie, les incertitudes d'une nation anémiée physiquement et moralement et qui, mal remise de la saignée de la Grande Guerre, affaiblie par des années de médiocre politique, écartelée entre la crainte du communisme et la tentation fasciste, rongée de xénophobie et d'antisémitisme, se réfugie dans l'attentisme pour se lancer finalement au combat, à l'avant-garde des démocraties, à travers l'épreuve douteuse de la «drôle de guerre».

Le second volume scrute attentivement les deux fronts dont dépendait le sort du pays : industriel et militaire. Qui incriminer, si, en mai 1940, l'armement était incomplet, l'aviation insuffisante, la mécanisation manquée, la stratégie et la tactique inadaptées, le moral incertain et l'esprit d'offensive mal soutenu? L'auteur met en lumière – autres apports de l'ouvrage – le formidable effort de guerre entrepris à partir de septembre 1939 par le ministre de l'Armement Raoul Dautry; comme il montre, des Ardennes à la mer, le sursaut final des combattants de mai-juin 1940. Mais dans les deux cas, trop tard. L'histoire n'attend pas.



9 782070 718979



90-IV

A-71897

ISBN 2-07-071897-2

Prix de lancement jusqu'au 30/6/90 160 FF tc

A partir du 1/7/90 190 FF tc